

Bintou Flamouso Diallo : Une Élève Exceptionnelle qui Brille au Sommet de l'Académie d'Enseignement de Kalabancoro

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

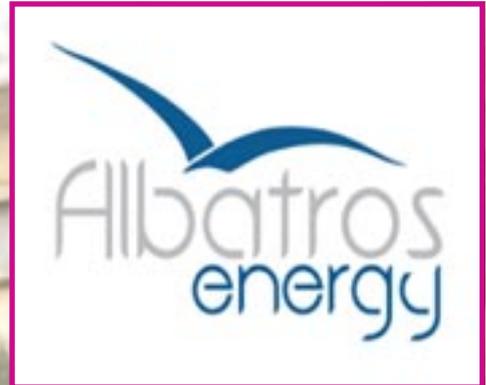
JEUDI 15 AOÛT 2024

1624

Malikilé

www.malikle.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Crise énergétique au Mali

La faillite programmée de la société Énergie du Mali



Soutien de l'Ukraine aux terroristes : Koutiala dénonce au cours d'une manifestation historique



Renforcement de la coopération entre l'Algérie et le Niger : Une étape clé pour l'avenir de la région

Dengue

Maladie causée par un virus du genre *Flavivirus*, transmis par la piqûre du moustique femelle appelé *Aedes aegypti*

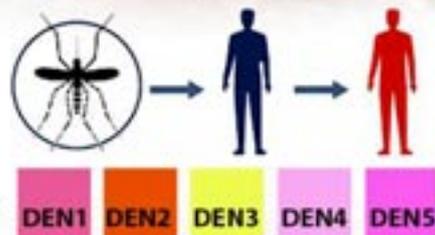


CAUSES

Piqûre du moustique femelle *Aedes aegypti*



5 sérotypes du virus de la dengue



SYMPTÔMES

Temps d'incubation :
4 à 10 jours après la piqûre



DENGUE CLASSIQUE

- Fièvre élevée (de 38°C à 40°C)
- Maux de tête
- Fatigue
- Douleurs dans le corps
- Forte fatigue
- Eruption cutanée (rash)
- Douleur derrière les yeux
- Douleurs musculaires et articulaires
- Nausées et vomissements
- Taches rouges sur le corps
- Douleurs abdominales (surtout chez les enfants)
- Durée : 2 à 7 jours

DENGUE HÉMORRAGIQUE OU DENGUE SÉVÈRE

- Symptômes de la dengue classique
- Intenses maux de ventre ou douleurs abdominales
- Agitation ou léthargie (sommolence)
- Vomissements qui persistent, avec ou sans présence de sang
- Cyanose
- Soit excessive et bouche sèche
- Difficultés respiratoires
- Pouls rapide ou faible
- Hépatomégalie douloureuses
- Extrémités froides, peau pâle, froide et humide
- Chute de tension (hypotension)
- Saignements de nez, des gencives ou sous la peau
- Taches rouges sur la peau

TRAITEMENTS & VACCIN



Un vaccin est disponible*



Paracétamol



Repos



Anti-inflammatoire



ATTENTION : n'utilisez pas de médicaments à base d'acide acétylsalicylique (Aspirine)

BONS CONSEILS & PRÉVENTION



Consultez toujours un médecin en cas de dengue



Faites vous vacciner contre la dengue*



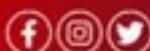
Éviter l'eau stagnante

Mettez du chlore dans les piscines



Utilisez un spray anti-moustique

*Le vaccin est disponible dans certains pays, mais réservé aux personnes déjà infectées par la maladie



P.11



P.17



P.19



/ Une /

Crise énergétique au Mali : La faillite programmée de la société Énergie du Mali

P.4

/ Brèves /

Mali/Royaume Uni : Le Professeur Adnan Khan renforce la collaboration économique

P.10

Attentat terroriste à Tinzaouatène : Le Mali face à de sombres interrogations

P.11

Soutien de l'Ukraine aux terroristes : Koutiala dénonce au cours d'une manifestation historique

P.11

Cour d'Assises spéciale de Bamako : Aïnéa Ibrahim Camara condamné à 7 ans de réclusion criminelle

P.12

Bla : Le Parti Yelema apporte une aide de 400 000 F CFA aux sinistrés

P.13

/ Actualité /

Bintou Flamoussou Diallo : Une Élève Exceptionnelle qui Brille au Sommet de l'Académie d'Enseignement de Kalabancoro

P.16

Pr Anselme Konate : « il est impératif d'intensifier la lutte contre les hépatites »

P.17

/ Politique /

Liberté d'expression dans l'AES : Tiken Jah Fakoly met les pieds dans les plats Conventions : Ce qui était convenu

P.22

/ Culture & société /

Souadou Diabaté, sœur aînée du défunt, a Dr Choguel Kokalla Maïga : « Vous nous avez montré que Toumani n'appartient pas à nous seuls »

P.24

/ International /

Armements : La Russie et son Nouveau Système d'Armes Nucléaires Sous-Marines

P.25

Renforcement de la coopération entre l'Algérie et le Niger : Une étape clé pour l'avenir de la région

P.26

/ Sport /

JO PARIS 2024 : Un médecin du sport s'exprime

P.27

JO PARIS 2024 : Les athlètes chinois déplorent des tests anti-dopage excessifs

P.27

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Édité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**

Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)

Email : ampikile@gmail.com

Site Web : www.malikile.com

Contacts : +223 70 44 22 23

• **Gérant :** Moctar Sow

• **Redacteur en Chef :**

• **Rédaction Générale :** Moctar Sow, Karamoko B. Keïta, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo, Malick Wogo, Maffenin Diarra, Bockoum Abdoul Momini, Binadja Doumbia, Samba Moussa Ly, journaliste correspondant à Dakar

• **Service Commercial :** Youssouf Diarra

• **Secrétariat :** Fatou Sissoko



Crise énergétique au

Mali La faillite

programmée de

la société Énergie

du Mali

Depuis février 2024, le Mali est confronté à une pénurie généralisée d'électricité qui touche l'ensemble du territoire national. Cette crise, dont la résolution semble incertaine, a atteint un niveau critique, passant d'une situation conjoncturelle à une crise structurelle profonde. Les experts s'accordent à dire que la situation est alarmante, notamment en raison de la répartition inéquitable de la production électrique.

En effet, la société Énergie du Mali (EDM.sa) ne parvient à fournir que moins de 30% de l'électricité disponible pour les Maliens, laissant plus de 70% de la production nationale échapper à son contrôle. Cette situation soulève des questions sur la gestion de l'énergie dans le pays, d'autant plus que malgré son monopole et son statut d'entreprise publique

détenue à 100% par l'Etat malien, EDM.sa se retrouve en situation de faillite permanente, dépendant d'une subvention annuelle de l'État.

Après plus de deux décennies de tentatives de privatisation de l'entreprise, aucun des partenaires privés successifs n'a réussi à redresser la situation financière de EDM.sa. Au contraire, l'entreprise a continué à décliner, incapable de répondre à la demande croissante d'une population de plus en plus nombreuse en quête d'une alimentation électrique fiable.

Les bailleurs de fonds internationaux, tels que la Banque mondiale, ont conditionné leur soutien financier à la privatisation de EDM.sa, conduisant à l'ouverture partielle de l'entreprise aux capitaux privés entre 2005 et 2018. Cependant, aucun des investisseurs privés n'a

respecté ses engagements en termes d'investissements dans les infrastructures de production électrique.

Face à cette situation préoccupante, il est impératif de prendre des mesures urgentes et efficaces pour redresser la gestion de l'énergie au Mali et garantir un approvisionnement électrique stable et durable pour l'ensemble de la population. Il semble que la société EDM.sa rencontre des difficultés importantes en termes de production d'électricité, de gestion de la clientèle et de stratégie d'entreprise. La vétusté et la lourdeur de l'outil de production d'électricité ont contribué à cette situation, ainsi que des choix stratégiques peu fructueux.

En 2022, la production totale d'énergie s'élevait à 2 887,33 GWh, dont 23,37% provenaient de la production propre d'EDM.sa, soit 674,72 GWh. Les 76,63% restants étaient répartis entre d'autres producteurs tels que l'OMVS, les IPP, l'importation de la Côte d'Ivoire et les centrales thermiques détenues en location par EDM.sa.

Il est noté que la production d'électricité au Mali est principalement thermique, représentant 57,16% de la production totale. Cependant, cette méthode est coûteuse et peu fiable, entraînant des dépenses importantes en combustible et en lubrifiant, ainsi qu'une charge fixe élevée. Cela a conduit à des difficultés financières pour EDM.sa et l'État du Mali.



Le nombre total d'abonnés d'EDM.sa en 2022 s'élève à 829 034, dont plus de 800 000 abonnés au prépayé.

Augmentation du Nombre d'Abonnés et Problèmes d'EDM.sa

Il y a eu une augmentation du nombre d'abonnés par rapport à l'année précédente, avec 825 947 abonnés BT prépayés et 202 877 post-payés, ainsi que 3087 abonnés MT.

En conclusion, la situation d'EDM.sa semble préoccupante en raison de problèmes liés à la production d'électricité, à la gestion des abonnés et à la stratégie globale de l'entreprise. Des mesures devront être prises pour améliorer l'efficacité opérationnelle et financière de la société, ainsi que pour diversifier les sources d'énergie afin de garantir une fourniture stable et abordable d'électricité pour les Maliens.

Le nombre total d'abonnés BT+MT (basse tension + haute tension) pour les centres isolés

s'élève à 87 978 en 2022, dont 87 622 en BT et 357 en MT. Cela représente une augmentation de 5,62% pour la BT et de 1,71% pour la MT par rapport à l'année précédente où il y avait 83 312 abonnés BT et 351 abonnés MT en 2021.

Le réseau de distribution d'électricité de l'EDM compte une longueur totale de 12 623 km en 2022, avec environ 5 000 km dédiés à la ville de Bamako. Ce réseau électrique dessert 65 localités à travers le pays, avec une progression de seulement 3,5% au cours des cinq dernières années.

En ce qui concerne la capacité du réseau à supporter une augmentation de la production d'électricité, les chiffres indiquent une répartition de 3 551,49 km en HTA (Haute Tension) et 9 071,87 km en BTA (Basse Tension), avec un total de 4 309 postes HTA/BTA répartis entre les centres de l'intérieur et Bamako.

La puissance installée totale des postes est de 1 227,8 MVA, avec 99,04 MVA pour les Cen-

tres de l'intérieur et 1 128,76 MVA pour Bamako et les centres du RI. La consommation de carburant (Fuel et Gazoil) par l'EDM atteint plus de 300 millions de litres par an, dont 61,47% pour des centrales en location.

En 2022, la consommation de combustible des centrales du Réseau interconnecté dans 31 localités a été de 280,09 millions de litres, en baisse de 18,67% par rapport à 2021. Cette diminution de plus de 65 millions de litres est probablement due à une réduction de la production d'électricité. Pour l'ensemble des Centres isolés dans 34 localités, la consommation de carburant était de 62,03 millions de litres en 2022, en baisse de 4,22% par rapport à 2021.

En termes de coût, cette consommation représente plus de 100 milliards de FCFA par an. Ces données soulignent l'importance d'évaluer la capacité du réseau de l'EDM à supporter une augmentation de la production d'électricité, notamment avec les 400 MW attendus des



nouvelles centrales solaires en construction. Il semblerait que la consommation de carburant et de lubrifiant ait un impact significatif sur le budget de EDM.sa.

Problématique de la gestion des ressources énergétiques au Mali

Il est relevé que le carburant utilisé est principalement destiné aux centrales en location, détenues par des fournisseurs privés d'électricité, ce qui soulève des interrogations quant à la pertinence de fournir du carburant à ces entités. En effet, EDM.sa ne consomme qu'une fraction du total de carburant utilisé, la majorité étant attribuée aux centrales en location.

En ce qui concerne la production d'électricité, on constate une augmentation de la puissance totale installée en 2022 par rapport à 2021. Cependant, la contribution de EDM.sa à la production totale d'énergie a diminué, tandis que celle des autres entités a augmenté. Il est également mentionné une hausse significative de l'énergie disponible mais non distribuée

(END) en 2022, dépassant la valeur contractuelle pour le Réseau Interconnecté (RI).

Le cas spécifique de la centrale électrique Albatros à Kayes met en lumière le déclin de EDM.sa au profit d'entreprises étrangères privées, soulevant des inquiétudes quant à l'avenir de la société face à la concurrence de ces acteurs privés.

Il semble impératif d'évaluer minutieusement la gestion des ressources, l'allocation du carburant et des lubrifiants, ainsi que les partenariats avec des entités privées pour assurer la viabilité et la compétitivité de EDM.sa dans le secteur de la production d'électricité au Mali. Le projet Albatros visait à mettre en place une centrale de production d'électricité d'une capacité de 90 MW à Kayes, pour un montant de 122 millions d'euros, soit plus de 70 milliards de FCFA. Cependant, malgré une définition impeccable du projet, les résultats n'ont pas été à la hauteur des attentes. Aujourd'hui, la région de Kayes, tout comme d'autres par-

ties du Mali où des centrales privées ont été autorisées par l'État, souffre de pénuries d'électricité.

L'installation de centrales privées, telles qu'Albatros à Kayes, a été préférée à l'appel d'investisseurs par EDM.sa. Il est à noter que certaines de ces centrales étaient d'anciennes installations importées d'Europe. De plus, c'est EDM.sa qui achète le carburant et assure l'entretien de ces centrales privées pour le compte de l'État et au profit des investisseurs privés, soulevant des questions sur la rentabilité et la transparence du projet.

Le montage financier du projet Albatros comprenait la mise en place d'un compte de réserve DSRA par Guarant Co, garantissant un accès à 3,8 millions d'euros sur 13 ans à Albatros Energy Mali. Le financement mixte innovant, appelé blended finance, a été utilisé pour ce projet majeur d'infrastructure en Afrique, avec la participation de différents bailleurs de fonds tels que l'Emerging Africa In-

frastructure Fund, la Banque ouest-africaine de développement, la Banque islamique de développement, la Coopération islamique pour le développement du secteur privé et le Fonds OPEP pour le développement international.

Malgré ces financements, des problèmes persistent quant à la performance du projet Albatros à Kayes.

Optimisation des Investissements dans le Secteur de l'Énergie au Mali

Il est primordial de réviser les mécanismes de gouvernance et de surveillance afin de garantir la transparence et l'efficacité des investissements dans le secteur de l'énergie au Mali. GarantCo a joué un rôle crucial en établissant un compte de réserve DSRA (« Debt Service Reserve Account ») pour assurer à l'AEM l'accès à 3,8 millions d'euros sur une période de 13 ans. Cette garantie DSRA a permis de mettre en place une structure financière innovante pour le projet de la nouvelle centrale électrique AEM dans la région de Kayes, à l'ouest du Mali. Cette initiative a un impact significatif sur le secteur énergétique du pays, offrant ainsi de multiples avantages à l'économie malienne.

Grâce à cette garantie DSRA, l'obligation légale de réserver des fonds pour couvrir les intérêts et les paiements sur le capital de la dette peut désormais être utilisée à d'autres fins, renforçant ainsi la stabilité financière du

projet. La réduction des dépenses liées à l'importation d'énergie, l'amélioration de la fiabilité de l'approvisionnement en électricité pour les entreprises et industries, ainsi que la diminution du recours à la location de dispositifs mobiles de production d'électricité sont autant d'avantages concrets pour l'économie malienne.

La nouvelle centrale électrique AEM permettra d'intégrer une production d'électricité fiable au réseau électrique du Mali, répondant ainsi aux besoins énergétiques des grandes métropoles du pays ainsi que des régions à consommation énergétique moyenne ou faible. De plus, elle contribuera à soutenir les futures grandes industries qui se connecteront au réseau national, favorisant ainsi le développement économique du pays.

La construction de la centrale a également eu un impact positif sur l'emploi local, avec la création de 381 emplois locaux. De plus, la livraison anticipée du projet et le recrutement de la majorité du personnel permanent localement soulignent l'engagement envers le développement socio-économique de la région.

L'inauguration de la centrale électrique AEM a été un événement marquant, en présence des principaux membres du gouvernement malien, d'Amadou Sow, directeur de l'AEM, du PDG Koenradd Beckers, ainsi que de représentants d'organisations telles que l'Emerging

Africa Infrastructure Fund (EAIF), Investec et GarantCo. Cette collaboration entre les acteurs publics et privés souligne l'importance de partenariats solides pour soutenir le développement des infrastructures énergétiques en Afrique.

En ce qui concerne la situation des centrales thermiques privées et publiques au Mali, il est crucial de trouver un équilibre entre les capacités de production propres de l'EDM.SA et celles des acteurs privés. Il est essentiel de garantir une coordination efficace entre les différentes parties prenantes pour assurer la stabilité du secteur énergétique et répondre aux besoins croissants en électricité de la population malienne. Il semble que vous parliez de la situation de l'électricité au Mali, notamment en ce qui concerne la société publique EDM.sa et sa relation avec les centrales privées.

Problématique de la production d'électricité par EDM.sa au Mali

Selon les informations que vous avez fournies, EDM.sa loue environ 34,44% de la production totale d'électricité à des centrales privées, ce qui restreint sa marge de manœuvre. De plus, EDM.sa prend en charge l'approvisionnement en carburant et en lubrifiants nécessaires au fonctionnement de nombre de ces centrales privées, ainsi que le transport, la distribution et la commercialisation de l'électricité produite par ces centrales.

La production d'électricité propre d'EDM.sa est en constante diminution, avec des baisses de 16,98% en 2022 et de 23,54% en 2021. La part des centrales d'EDM.sa dans la production totale du Réseau interconnecté s'élève à 16,98%, tandis que la société achète ou loue près de 76% de l'électricité qu'elle fournit aux Maliens.

Les achats d'électricité par EDM.sa se répartissent entre les achats auprès de l'OMVS, l'importation de la Côte d'Ivoire, la production de la centrale solaire d'AKUO SOLAR et les centrales de location appartenant à des privés, tels qu'Albatros. Ces données révèlent une forte dépendance d'EDM.sa à l'égard d'autres sources pour répondre à la demande en électricité.

Bokoum Abdoul Momini



■ Aboubacar Yacoub Doucoure



J'ai beaucoup d'estime pour ce monsieur général Mingoro Kanè, il a beaucoup fait pour le mali, mais ses propos récents envers le chef d'état ivoirien et le chef d'état béninois sont vraiment déplacés, et vu le poste qu'il occupe au CNT (président de la commission Sécurité) à mon avis il doit rectifier le tir, tout comme le CNT doit se désolidariser et présenter des excuses aux deux chefs d'états !



■ Comité Stratégique / M5 RFP



Convaincu que l'avenir du pays est axé sur sa jeunesse, le Chérif a fait bénédictions pour la délégation M5 - RFP conduite par Imam Oumarou DIARRA .

Patriote convaincu, le très respecté Chérif n'a pas manqué d'exprimer son indéfectible à toute initiative allant dans le sens de rassembler les maliens.

Il encourage la délégation à persévérer dans ce sens afin de réunir tous les maliens autour du Mali.

La délégation
Nioro du Sahel



■ Football Malien -



Candidature sélectionneur nationale du Mali
Andrej Panadić dépose sa candidature

Andrej Panadić (né le 9 mars 1969 à Zagreb) est un ancien footballeur international yougoslave puis croate. Il jouait au poste de défenseur. Il s'est reconverti entraîneur.

Il a entraîné en 1998 LASK Linz en Autriche

En 2012-2013 Al-Wahda Club (adjoint) aux Émirats arabes unis

Et en 2016 NK Istra 1961 en Croatie

Bonne chance

VoS impressions

Football Malien

Cher Secrétaire Général, M. Magassa,
Chers membres de la famille FEMAFOOT,

Je suis Andrej Panadić, ancien joueur international croate de football et actuel entraîneur pro UEFA.
Je profite de cette occasion pour vous saluer chaleureusement et pour soumettre officiellement ma candidature au poste d'entraîneur en chef de l'Équipe Nationale de Football du Mali (FEMAFOOT).

POURQUOI ?

Les principales raisons sont mon expérience vaste et riche en tant que joueur et entraîneur. En tant que joueur, j'ai participé à la Ligue des Champions de l'UEFA et à la Ligue Europa, et j'ai pris part à la Coupe du Monde de 1990 en Italie. En tant qu'entraîneur, j'ai eu le courage de relever les défis les plus difficiles et de les surmonter avec succès. J'ai travaillé avec de grands entraîneurs tels que Niko Kovač, Zlatko Dalić et Branko Ivanović, et en tant que membre du staff technique, j'ai également participé à la Coupe du Monde au Brésil en 2014.

Travailler avec succès avec des personnes à tous les niveaux découle de la conviction que la communication et la coopération sont essentielles pour une grande réussite. Je possède un enthousiasme immense, une grande énergie, et aime la profession d'entraîneur. Je veux être loyal envers les membres de l'équipe et le peuple malien, car la loyauté est d'une grande importance pour moi. Je tiens à ce que mes collaborateurs, mon équipe et les membres de la fédération de football,

En arrivant dans un nouveau pays, je souhaite respecter et apprendre la culture, mais j'apporte également la culture du football avec mes connaissances et mon expérience.

J'ai travaillé dans de nombreux pays, et la communication n'a jamais été un problème ; en fait, c'était tout le contraire. Je ne parle pas français, mais j'ai un professeur. En outre, j'ai un talent pour les langues et je m'approprie rapidement le français. Je parle allemand, anglais et croate, mais mon meilleur langage est celui du football.

Il n'y a pas de substitut au travail acharné, et les résultats découlent d'efforts coordonnés et bien planifiés.
Mes joueurs doivent être en condition physique, mentale et morale optimale. Je veille à tous les aspects de la préparation - entraînement, aspects techniques-tactiques, récupération, repos, nutrition, etc.
Je souhaite m'améliorer chaque jour, et j'ajoute la même chose de mes joueurs et de ceux qui travaillent avec moi.

Bien sûr, les objectifs doivent être réalistes et atteignables. Vos objectifs sont parfaitement clairs, mais j'ai aussi mes propres objectifs, qui sont encore plus grands que les vôtres. Je veux que FEMAFOOT réalise des succès historiques, développe continuellement de jeunes joueurs, et soit respecté et estimé sur le continent africain et dans le football mondial.

Meilleures salutations sportives,
Andrej Panadić



Ras Dial Ras Dial



chante pas pour plaire à quelqu'un, mais pour porter la voix des peuples. Il transmet le message de l'éveil des consciences, éveillant les esprits et encourageant la réflexion sur les vérités profondes de la vie.

FAMa 24



#Burkina :#Urgent "... personne ne viendra fermer nos bouches, ne viendra fermer nos yeux, nos oreilles" Kassoum Coulibaly
Quelques déclarations clés du ministre d'État, ministre de la Défense et des Anciens combattants du Burkina Faso, Kassoum Coulibaly, présent au Xe édition du Forum "Armée 2024"

« On a vu une nette amélioration [du forum] cette année, où ils nous ont exposé durant ce forum les retours de l'expérience de l'opération spéciale. C'est vraiment enrichissant pour nous »

Sur la coopération avec Moscou

« On coopère franchement, c'est cela qui est essentiel »

Sur les grandes lignes de la politique étrangère du Burkina :

« Le Burkina a maintenant compris que personne ne viendra fermer nos bouches, ne viendra fermer nos yeux, nos oreilles »

Sur la politique étrangère française

« Si vous voulez promouvoir vos intérêts pour aliéner les autres, pour fermer les yeux aux autres, cela ne marchera pas »

Sur les relations avec la France

« Si vous vous rendez compte que tout ce qui a été fait, c'était de la poudre à vos yeux, il y a un problème »

Sur les efforts du Burkina à assurer sa sécurité

« Nous avons en un rien de temps augmenté considérablement nos effectifs »....,

Interview exclusive de RT



En prélude à la sortie très prochaine de la 3ème promotion des auditeurs de l'Ecole de Guerre du Mali, le Chef d'Etat-major Général des Armées, le Général de Division Oumar DIARRA s'est rendu, le vendredi 9 août 2024, sur place afin d'animer une conférence. L'objectif était de partager avec ces officiers supérieurs sa vision et ses orientations.

Lire la suite sur #FAMa au lien suivant : <https://fama.ml/ecole-de-guerre-du-mali-le-cemga-partage...>



Adam Dicko



se sent fière.

Diplômée officiellement Mandela Washington Fellowship for Young African Leaders-U.S. Department of State in civic engagement track, et alumni de The Presidential Precinct

Une expérience qui a définitivement changé ma vie, tant sur le plan personnel que professionnel.

Cela a été un grand défi pour moi car convalescente après des interventions chirurgicales suite à mon accident, mais aucun mot ne peut exprimer ma gratitude envers tous ceux qui ont contribué de près ou de loin à rendre cette existence possible

Félicitations à tous les fellows #mwf2024, à la team Presidential nous l'avons fait ! we dit it we made it

#MWF24

#mandelawashingtonfellow2024 #MandelaWashingtonFellowship

#mwfcelebrates10

#Virginia #Mali



Mali/Royaume Uni : Le Professeur Adnan Khan renforce la collaboration économique

Le 24 au 26 juillet 2024, le Professeur Adnan Khan, économiste principal au sein du Foreign, Commonwealth and Development Office (FCDO) du Royaume-Uni, a effectué une visite au Mali afin de renforcer la collaboration économique entre les deux pays. En tant qu'enseignant à la London School of Economics and Political Science, le Professeur Khan était accompagné d'autres collègues économistes lors de cette première visite au Mali, qui s'inscrivait dans un contexte post-électoral au Royaume-Uni.

L'objectif de cette visite était d'évaluer le contexte économique malien, d'explorer les opportunités de développement du secteur privé et de mieux comprendre le rôle du Royaume-Uni dans le développement du Mali. Ainsi, le Professeur Khan a rencontré divers acteurs économiques maliens, dont Madame Bagayoko Aminata Traoré, ministre de l'Entrepreneuriat national, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle, ainsi que Monsieur Moussa Alassane Diallo, Ministre du commerce et de l'industrie. Les discussions ont notamment porté sur les défis de l'industrialisation, de l'emploi et sur la coopération en matière de développement économique entre le Royaume-Uni et le Mali.

Pendant son séjour, le Professeur Khan a également échangé avec des entrepreneurs, des acteurs institutionnels, des chercheurs, des leaders d'organisations économiques locales et des experts en économie. Il s'est rendu au Conseil National du Patronat du Mali (CNPM) et à l'Agence Nationale d'Investissement des Collectivités Territoriales (ANICT) pour discuter des défis auxquels les entreprises maliennes sont confrontées et des opportunités de collaboration.

De plus, le Professeur Khan a eu des discussions avec des institutions financières internationales pour comprendre la situation économique du Mali et explorer le rôle du Royaume-Uni dans la relance des opportunités économiques dans le Sahel. Les échanges ont notamment porté sur les secteurs économiques prometteurs tels que l'énergie, l'agriculture, le transport et l'industrie alimentaire, qui pourraient contribuer à



résoudre le problème du chômage et à stimuler la croissance économique au Mali.

Cette visite du Professeur Adnan Khan s'inscrit dans les efforts du nouveau gouvernement britannique pour renforcer une collaboration équilibrée avec les pays africains, en plaçant le commerce et la croissance au cœur des partenariats. Elle témoigne de l'engagement du Royaume-Uni envers le développement économique du Mali et ouvre la voie à de nouvelles opportunités de coopération mutuellement bénéfiques.

Les Affaires Publiques de l'Ambassade du Royaume-Uni au Mali ont souligné l'importance de cette visite dans le renforcement des liens économiques entre les deux pays. Cette initiative démontre la volonté des deux nations de collaborer pour favoriser une croissance économique durable et créer des opportunités pour leurs citoyens.

Mohamed N'Diaye



Attentat terroriste à Tinzaouatène : Le Mali face à de sombres interrogations



Après l'attaque terroriste survenue à Tinzaouaten dans la région de Kidal à la fin du mois de juillet, la classe politique malienne semble avoir des difficultés à trouver les mots justes pour exprimer sa réaction. Les déclarations de condamnation se sont succédé, mais une question persiste : pourquoi le silence entourant la possible implication de l'Ukraine de Zélenky dans cette tragédie ?

Les Forces Armées Maliennes (FAMA) ont subi de lourdes pertes lors de ces affrontements, comme en témoigne le communiqué de la Direction de l'Information et des Relations Publiques des Armées (Dirpa). La population malienne a été profondément affectée par cette attaque terroriste perpétrée par une coalition de groupes extrémistes. Les pertes en vies humaines ont été considérables, comme l'a indiqué la Direction de l'Information de l'armée malienne.

Il est indéniable que le Mali est confronté à la menace terroriste et aux revendications séparatistes dans la région de Kidal, avec le soutien présumé de sponsors étrangers. Dans cette lutte pour rétablir la sécurité sur l'ensemble du territoire national, l'armée malienne a repris le contrôle des bases précédemment occupées par la Mission Multidimensionnelle Intégrée des Nations Unies pour la Stabilisation au Mali (Minusma). La reconquête de Kidal a été présentée comme une victoire majeure pour l'autorité de l'État malien.

Pour renforcer ses capacités de défense, le Mali s'est tourné vers la Russie et a établi un partenariat avec la société de sécurité privée Wagner. Cependant, les affrontements à Tinzaouaten ont été meurtriers pour les FAMA et les mercenaires de Wagner avant qu'ils ne reprennent le contrôle de la ville.

Alors que le pays est en deuil et que les questions se multiplient, les réactions des politiciens maliens se sont révélées timides et peu satisfaisantes. La possible implication de l'Ukraine dans l'attaque n'a pas été abordée de manière significative, laissant planer un climat de doute et d'interrogations. Est-il suffisant de se contenter de condamnations, ou faut-il envisager des mesures plus fermes, comme la rupture des relations avec l'Ukraine de Zélenky ?

Les spéculations vont bon train quant aux motivations de l'Ukraine dans cette affaire, surtout dans le contexte de son conflit avec la Russie. Les Maliens, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, se posent des questions sur les véritables enjeux de cette attaque et les possibles objectifs cachés derrière cet acte violent.

Fatou Sissoko

Soutien de l'Ukraine aux terroristes : Koutiala dénonce au cours d'une manifestation historique



Le jeudi 8 août 2024, la région de Koutiala a été le théâtre d'une manifestation sans précédent. Des centaines de manifestants se sont rassemblés pour dénoncer le soutien de l'Ukraine aux terroristes et exprimer leur soutien indéfectible aux autorités maliennes. Cette marche, qui a été couplée à une opération de don de sang en faveur des forces armées et de sécurité, a mobilisé des forces vives de la région dans un élan de solidarité et de patriotisme.

Arborant des banderoles aux messages forts tels que "Honte aux États Terroristes", "À bas l'Ukraine", ou encore "Vive Assimi", les manifestants ont exprimé leur désapprobation face à l'ingérence étrangère et leur engagement pour la souveraineté et l'intégrité territoriale du Mali. La présence de drapeaux des pays de l'Alliance pour l'Émergence du Sahel (AES) ainsi que de la Russie a souligné l'unité des participants dans cette cause commune.

Les organisateurs ont souligné que cette marche pacifique avait pour objectif de condamner l'attaque terroriste récente contre les forces armées et de sécurité maliennes à Tinzaouatène, perpétrée selon eux dans le cadre d'un complot visant à déstabiliser la région. Le porte-parole a dénoncé l'action de l'Ukraine comme une tentative de transformer le Mali en un champ de bataille géopolitique, mettant en garde contre les conséquences d'une telle escalade pour la stabilité de la région.

Les forces vives de Koutiala ont lancé un appel à la mobilisation du peuple du Sahel pour défendre ensemble les valeurs de liberté et d'indépendance héritées des pères des indépendances. Ils ont affirmé leur détermination à ne pas rester silencieux face à l'agression terroriste et à l'ingérence étrangère, appelant la communauté internationale à prendre position contre ces actes hostiles.

En remettant un mémorandum aux autorités administratives, les manifestants ont exprimé leur soutien inconditionnel aux forces armées maliennes et leur engagement pour la préservation de la paix et de la sécurité dans la région. Cette mobilisation citoyenne marque un tournant dans la lutte pour la protection des intérêts du Mali et pour la défense de sa souveraineté face aux menaces extérieures. La déclaration exprimée met en avant la position ferme de la population de Koutiala contre le terrorisme, l'ingérence étrangère et la guerre par procuration au Mali. Il est clair que les habitants soutiennent pleinement l'intégrité territoriale, la souveraineté et les choix politiques du Mali. Leur soutien aux autorités maliennes est clair, et leur demande d'unité contre toute forme d'hégémonie étrangère est cruciale.

Arouna Sidibé

Cour d'Assises spéciale de Bamako : Aïnéa Ibrahim Camara condamné à 7 ans de réclusion criminelle

Aïnéa Ibrahim Camara, expert financier et président du "Mouvement républicain", a été condamné à 7 ans de réclusion criminelle par contumace pour des accusations de blanchiment de capitaux et complicité. La Cour l'a également condamné à payer une amende de 47 milliards de F CFA.

Ce n'est pas la première fois que le nom d'Aïnéa Ibrahim Camara fait la une de l'actualité au Mali. En février 2022, depuis la Côte d'Ivoire, il s'est autoproclamé président de la Transition du Mali, mettant en place un Conseil transitoire d'exil pour gérer les affaires courantes en attendant les élections générales. Cette démarche a suscité une enquête judiciaire des autorités de Transition pour des propos jugés injurieux et subversifs vis-à-vis des autorités en place.

Le général Diomandé Vagondo, ministre de l'Intérieur et de la Sécurité de la Côte d'Ivoire, a condamné cette attitude, affirmant que le gouvernement ivoirien ne tolérerait pas la déstabilisation d'un pays voisin depuis son territoire. Cependant, la condamnation d'Aïnéa Ibrahim Camara la semaine dernière par la Cour d'assises spéciale sur les crimes économiques et financiers n'était pas liée à cette affaire.

En 2018, Aïnéa Ibrahim Camara a ouvert des comptes bancaires à la Banque internationale pour le Mali, au nom de la société "Carbone Finance Limited" et de Camara Bank. Des transactions financières importantes ont été enregistrées sur ces comptes, soulevant des soupçons qui ont attiré l'attention de la Cellule nationale de traitement des informations financières (Centif). Des investigations ont révélé des transferts de sommes d'argent significatifs en provenance de la Belgique, initiés par Jozef Beckers, PDG d'Affinor BVBA.

Cette condamnation soulève des questions sur la transparence financière et met en lumière les défis liés à la lutte contre le blanchiment de capitaux. Aïnéa Ibrahim Camara, malgré son statut d'expert financier, a été reconnu coupable de pratiques illégales qui ont porté préjudice au système financier et à la société en général. La justice a donc tranché



en le condamnant à une peine sévère, soulignant l'importance de la lutte contre la corruption et les crimes financiers.

Il semblerait qu'Aïnéa Ibrahim Camara ait été accusé de blanchiment de capitaux, fraude fiscale et usage de faux, suite à des mouvements de débits suspects sur les comptes de ses sociétés. Malgré ses dénégations et sa non-présentation devant la Cour d'assises spéciale, il a été condamné à 7 ans de réclusion criminelle par contumace et à une amende de 47 milliards de FCFA.

La Commission d'Évaluation des Infractions Financières (Centif) a joué un rôle clé en alertant les autorités compétentes et en engageant une procédure judiciaire. L'absence de l'accusé lors du procès a conduit à une condamnation par défaut, renforçant ainsi les charges retenues contre lui.

Il est important de souligner que le respect des procédures judiciaires, la lutte contre la criminalité financière et la coopération internationale sont des éléments cruciaux dans la poursuite de la justice et de la lutte contre la fraude fiscale et le blanchiment d'argent.

Yacouba Ongoiba



Bla : Le Parti Yelema apporte une aide de 400 000 F CFA aux sinistrés

Ce jour, le 14 août 2024, au siège du Groupe Renouveau, le Parti Yelema a octroyé un soutien financier au Comité de crise des ressortissants du cercle de Bla en réponse à un appel à l'aide lancé le samedi 27 juillet par le président du comité, Markatié Daou, et d'autres ressortissants du cercle, suite aux récentes inondations survenues dans la région. Après les salutations d'usage, le Dr Youssouf Diawara, président du Parti du Changement, et ses collègues politiques ont tout d'abord exprimé la compassion de leur formation politique envers l'ensemble de la population de Bla, touchée par les inondations des 22, 23 et 26 juillet derniers, ainsi que certains villages environnants. Ils ont ensuite remis une enveloppe de 400 000 francs CFA en guise de contribution à l'aide aux sinistrés du cercle de Bla. Au nom de la population et du Comité de crise dont il est le président,

Markatié Daou a dressé un bref état de la situation humanitaire sur le terrain, assurant que toutes les contributions reçues parviendront aux personnes dans le besoin. En retour, il a chargé le président du Parti Yelema et les membres de sa délégation de transmettre les remerciements de la population de Bla aux militants du parti. Il est à noter que la situation des victimes des inondations à Bla a pris un tournant après les inondations survenues hier, mardi 13 août, dans le village de Nitia, proche de la ville de Bla.

Étaient présents lors de cette rencontre Ousmane Daou de la Commission Communication et Mme AG Zeynabou Dembélé, présidente de la Commission Hygiène et Assainissement du Comité de crise. La délégation du Parti Yelema était composée du Dr Papa Traoré, secrétaire général; Hamidou Doumbia, Secrétaire politique; Makan Souaré, Secrétaire à la Communication.

Bamako, le 14 août 2024

Communication/Comité de crise



malikile.com
LE QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉ ET DE PUBLICITÉ

La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services ! "



CAISSE NATIONALE D'ASSURANCE MALADIE

MESSAGE SUR LA FRAUDE À L'AMO

**La Caisse Nationale d'Assurance Maladie
(CANAM)**

**a été alertée sur l'existence de sociétés
qui affilient et enrôlent frauduleusement
des personnes non assujetties au
Régime d'Assurance Maladie
Obligatoire (AMO).**

**Lesdites sociétés délivrent des cartes AMO
à des individus qui ne remplissent
pas les conditions requises pour des
prestations du régime de l'AMO.**

**En vue de faire valoir ses droits, la CANAM
a porté plainte contre deux sociétés qui
procèdent à ces pratiques.**

**Après les différentes auditions, les responsables
de ces deux sociétés ont été mis sous mandat
de dépôt en attendant leur procès.**

**<<Assuré à l'AMO, on cotise selon ses moyens
et on est pris en charge selon ses besoins sanitaires >>**



Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

OCLEI: Ce qu'il faut savoir en 2022

- 23 activités de sensibilisation (ateliers, séminaires, formations, conférences) à travers le Mali.
- 2 063 personnes de toutes les couches socio-professionnelles ont été directement touchées.
- 23 dossiers transmis à la justice de 2019 à 2022 pour un montant de 23 milliards 855 millions de FCFA; soit environ un dossier par personne.
- Les profils des personnes mises en cause sont : membres du Gouvernement, élus locaux, Administration générale, armée, justice, administrations financières, péage, affaires étrangères.
- Les biens illicites identifiés sont composés de bâtiments, terrains et comptes bancaires.
- Le nombre des déclarations de biens a baissé drastiquement. Elles ont diminué de 48,28%.
- L'OCLEI a fait faire une étude sur les techniques d'enrichissement illicite. Elle a montré que 50,70% des citoyens interrogés trouvent qu'il y a de la corruption à Kayes, 41,80% à Bamako, 40,90% à Ségou et 17% à Sikasso.
- 76% des citoyens interrogés estiment qu'il y a de la corruption dans les services des douanes, 74% pour la Justice, 72% pour les Impôts, 72% pour la Police et 39% pour les Eaux et Forêts.
- La même étude précise que les biens illicites acquis au Mali sont « exportés » dans les pays suivants par ordre d'importance : France, Sénégal, Côte d'Ivoire, Canada et Etats Unis d'Amérique.
- 85% des biens des cadres maliens sont constitués d'immeubles (maisons d'habitation, bâtiments commerciaux, fermes, terrains).
- Le Mali, depuis juin 2022, assume la charge de Premier Vice-Président de l'Association des Autorités Anti-Corruption d'Afrique (AAACA).
- Le Mali a été unanimement désigné par les pays membres de l'Association des Autorité Anticorruption d'Afrique pour abriter la 7ème Assemblée générale de l'organisation panafricaine de lutte contre corruption. Ces décisions consacrent le leadership du Mali dans la lutte contre la corruption en Afrique.

 **NO VERT** **80 00 2222**

Bintou Flamoussou Diallo : Une Élève Exceptionnelle qui Brille au Sommet de l'Académie d'Enseignement de Kalabancoro



Le lycée privé Djinè Sira Coulibaly (LPDJICOUL) de Kalabancoro a vu naître une étoile scintillante en la personne de Bintou Flamoussou Diallo, une élève en Terminale Sciences Exactes (TSE) qui a marqué l'année scolaire 2024 par ses performances exceptionnelles. En effet, Bintou a obtenu la note impressionnante de 17,50 au Baccalauréat Malien, se classant ainsi en tête au niveau national.

Sa réussite ne s'arrête pas là. Bintou a également brillé lors du concours national des Olympiades de Mathématiques, organisé par le ministère de l'Éducation nationale, en remportant le titre prestigieux. Ces succès sont le fruit d'un travail acharné, d'un talent inné et d'une détermination sans faille.

Le parcours académique de Bintou est le reflet d'un soutien familial et d'une guidance pédagogique précieuse tout au long de son cursus. Ses parents et ses encadreurs ont été des piliers essentiels dans son épanouissement et son excellence académique.

Cependant, cette brillante réussite soulève des questions sur le système de classement des élèves et ses impacts psychologiques sur les autres élèves. La compétition exacerbée et la

quête incessante des meilleures notes peuvent parfois générer des sentiments de frustration et de jalousie parmi les élèves moins performants. Certains appellent à repenser ce système pour promouvoir la solidarité et la coopération plutôt que la compétition acharnée.

En outre, la comparaison des performances entre les filières littéraires et scientifiques pose des défis en termes d'équité et de justice. Les matières des séries littéraires ne permettent pas toujours d'atteindre des moyennes aussi élevées que celles des séries scientifiques, ce qui remet en question la pertinence de ces classements.

Malgré ces débats, le succès de Bintou Flamoussou Diallo est une source d'inspiration et de fierté pour le Mali. Actuellement en compétition à Johannesburg pour les Olympiades de Mathématiques au niveau panafricain, elle représente avec éclat le talent et le potentiel des jeunes Maliens.

Le ministre de l'Éducation nationale, M. Amadou Sy Savané, a tenu à saluer l'engagement et la détermination de Bintou lors d'une cérémonie officielle. Il a souligné l'importance de telles évaluations pour refléter le véritable niveau des élèves et encourager l'excellence académique.

En fin de compte, Bintou Flamoussou Diallo incarne la culture de l'excellence promue par le lycée privé Djinè Sira Coulibaly et l'Académie de Kalabancoro. Son succès est un message d'espoir pour la jeunesse malienne et un exemple de persévérance et de réussite. Nous lui adressons tous nos vœux de succès pour ses projets académiques futurs, en particulier pour la compétition panafricaine des Olympiades en Mathématiques. Que la victoire soit au rendez-vous, Incha Allah !

■ Ibrahim Sanogo



Pr Anselme Konate : « il est impératif d'intensifier la lutte contre les hépatites »

C'est à travers une conférence de presse que l'Organisation mondiale de la Santé et la Cellule sectorielle de lutte contre le VIH/Sida, la tuberculose et les hépatites virales ont magnifié la journée mondiale de lutte contre l'hépatite. C'était sous la coupe de la ministre de la Santé et du Développement social. Il s'agit d'expliquer cette maladie qui d'ailleurs fait des ravages dans les pays. C'était le jeudi 8 août 2024.

Le Mali, à l'instar de la Communauté internationale, célèbre le 28 juillet de chaque année la journée mondiale de lutte contre l'hépatite. Une occasion d'intensifier les efforts de lutte contre cette maladie, d'encourager l'engagement des individus, des partenaires et du grand public, de souligner le besoin d'une riposte. Il est bon à savoir que l'hépatite virale est une inflammation du foie provoquée par des virus distincts (A, B, C, D, E, G).

Il ressort explications données par le Pr. que l'hépatite virale B se transmet par voie sexuelle, par voie sanguine et par voie verticale de la mère au nouveau-né et l'hépatite virale C se transmet surtout par voie sanguine. Les infections par virus de l'hépatite B et C se singularisent par la possibilité de passage à

l'chronicité (cirrhose et cancer de foie). C'est pourquoi la stratégie mondiale vers l'élimination de l'hépatite virale met plus d'accent spécifiquement l'accent sur B et C.

Pour cette année, le thème retenu est "Il est temps d'agir". Une thématique qui souligne l'urgence d'agir pour lutter contre cette maladie qui est la cause de mort d'une personne toutes les 30 secondes. Dans le monde, 400 millions de personnes sont porteuses de virus des hépatites B et C. Au regard de la gravité et de la dangerosité de cette maladie il est impératif d'intensifier la lutte contre les hépatites estime Anselme Konate.

Les efforts louables enregistrés

Au Mali, les prévalences respectives des hépatites B et C dans la population générale ne sont pas connues. Les études dans certains groupes de la population donnent une prévalence de 12,1% à 15,72% pour l'hépatite B, elle varie de 0,55% à 3,3% pour l'hépatite C. Pour le Pr. Konaté les armes nécessaires pour lutter contre les hépatites B et C demeurent la sensibilisation, l'information et la communication à l'endroit des décideurs et de la population, l'intensification du dépistage massive à tout moment, l'administration du vaccin aux



nouveau-nés, l'accessibilité du dépistage et l'accès aux médicaments, l'auto financement à travers la création d'un fond d'aide, la mise en place de la taxe globale de santé. « Le ministère de la Santé et du Développement social, à travers la Cellule sectorielle de lutte contre le VIH/Sida, la tuberculose et les hépatites virales avec l'appui des ONG a enregistré des avancés dans le cadre de l'accessibilité aux services de prévention, de traitement et de soutien par l'amélioration de la disponibilité de ces services », souligne Abdoulaye Keita, représentant de la ministre. Ces acquis vont des documents de normes et protocole de prise en charge des hépatites virales, du guide de prise en charge, des modules de formation, de la grille de supervision et du canevas de rapportage.

Malgré ces avancées, des défis restent à relever, dit M.Keita. Il s'agit de la faible mobilisation des ressources domestiques et externes pour l'achat des intrants et des médicaments, l'insuffisance de partenaires intervenant dans le domaine, la faible couverture du dépistage et du traitement. Pour relever ces défis, la Cellule est au four et au moulin.

Bissidi SIMPARA
L'Alerte





**Aidez-nous à lutter
contre le Terrorisme
Contactez le Centre
d'appel « DÈMÉSÔ »**



**80001120
80001122**



**+223 98-17-36-45
+223 98-17-36-75**



**HALTE AU
TERRORISME
AU MALI**

Liberté d'expression dans l'AES : Tiken Jah Fakoly met les pieds dans les plats

Liken Jah Fakoly, figure emblématique du reggae africain, a récemment fait parler de lui avec la sortie de son single "Actualités brûlantes" le 8 août 2024. En future avec le chanteur togolais Amen Jah Cissé, l'artiste ivoirien n'a pas mâché ses mots pour critiquer ouvertement les abus de pouvoir et la répression de la liberté d'expression en Afrique, en particulier dans les pays de l'Alliance des Etats du Sahel (AES). Ses paroles,

dénonçant la tendance des gouvernements de l'AES à restreindre les libertés sous couvert de sécurité, ont été perçues comme offensantes par certains de leurs partisans.

La collaboration musicale entre Amen Jah Cissé et Tiken Jah Fakoly, intitulée "Actualités brûlantes", se présente comme une réponse artistique puissante aux défis politiques actuels en Afrique. Ce morceau aborde les dé-

rites autoritaires et les restrictions des libertés individuelles dans des pays tels que le Togo, la Côte d'Ivoire, le Tchad et le Cameroun, ainsi que dans l'Alliance des Etats du Sahel (AES).

Dès les premières notes, le ton est donné. Amen Jah Cissé s'oppose avec vigueur à la modification constitutionnelle au Togo, proclamant : "Le peuple togolais dit non à la Ve République". Ce refrain exprime la frustration croissante face à des régimes qui, sous couvert de maintien de la cohésion nationale, restreignent les droits civiques.

De son côté, Tiken Jah Fakoly évoque les tensions en Côte d'Ivoire, où la possibilité d'un quatrième mandat pour le président Ouattara ravive des souvenirs douloureux de violences politiques de 2010-2011.

Les artistes ne se contentent pas de critiquer ; ils cherchent à éveiller la conscience de la jeunesse africaine. En dénonçant la succession monarchique au Tchad et l'absence de leadership au Cameroun, ils mettent en lumière une réalité. Leurs paroles, empreintes de lucidité et de passion, résonnent avec un public fatigué des promesses non tenues et des injustices persistantes.

Le succès immédiat du clip témoigne de l'impact de leur message. Cependant, la controverse qui a suivi, notamment les critiques des partisans des régimes de l'AES sur les réseaux sociaux, révèle une sensibilité accrue aux questions de liberté d'expression. Les artistes, en s'attaquant à des sujets délicats, encouragent un débat nécessaire sur la gouvernance et les droits humains en Afrique.

L'œuvre se positionne comme un puissant outil de contestation, rappelant que la musique peut servir de vecteur de changement. En abordant des problématiques politiques à travers leur art, Amen Jah Cissé et Tiken Jah Fakoly encouragent la jeunesse à s'engager dans la lutte pour la justice et la démocratie. Leur collaboration ne se limite pas à une simple critique, mais appelle à une prise de conscience collective, incitant les auditeurs à réfléchir sur l'avenir politique de leur continent.

Ainsi, "Actualités brûlantes" incarne une fusion entre musique et militantisme, où chaque



note et chaque parole portent le poids des espoirs et des luttes des peuples africains. En célébrant la liberté d'expression et en dénonçant les abus de pouvoir, les artistes rappellent que la voix du peuple doit être entendue, et que la musique peut être un puissant moteur de changement social.

Une chanson qui résonne avec les réalités de l'Afrique de l'Ouest

Dans un passage viral de sa chanson "Actualités brûlantes", Tiken Jah Fakoly déclare : "Ne gênez pas l'AES. La liberté d'expression, mangée par la révolution acquise dans le sang. Regardez ce qui se passe dans l'AES. Dès que tu critiques un peu, c'est le front ou la prison". Cette déclaration percutante met en lumière la sombre réalité vécue par de nombreux citoyens dans les pays membres de l'Alliance des Etats du Sahel (AES), où la liberté d'expression est sérieusement menacée.

Le message de Fakoly n'a pas laissé indifférent. Si certains ont applaudi le courage des artistes, d'autres, partisans des régimes visés, ont exprimé leur mécontentement, allant jusqu'à appeler au boycott de sa musique. Cette réaction hostile souligne la faible tolérance envers les voix dissidentes dans certains pays africains, où la répression de la liberté

d'expression ne provient plus seulement des gouvernements, mais s'étend également à une partie de la population.

L'opinion publique se retrouve ainsi divisée, révélant une intolérance grandissante envers les critiques des régimes en place. Cette intolérance, qui s'infiltré dans la sphère sociale, ne se limite plus aux actions gouvernementales. Elle se manifeste aussi au sein de la société, où l'autocensure devient une stratégie de survie pour beaucoup. Les citoyens, craignant des représailles, choisissent de se taire sur des sujets sensibles.

La critique de Tiken Jah Fakoly envers l'AES intervient dans un contexte où les gouvernements des pays membres multiplient les mesures pour limiter les libertés individuelles et restreindre la liberté d'expression.

Par exemple, au Mali, la suspension des partis politiques par la junte militaire en avril 2024 a été un coup dur pour la démocratie dans le pays. Justifiée par la nécessité de maintenir l'ordre public et de faciliter un "dialogue national", cette décision est largement perçue comme une tentative de museler l'opposition et d'assurer la prolongation du pouvoir militaire.

Au Burkina Faso, la situation est tout aussi préoccupante. Le capitaine Ibrahim Traoré, arrivé au pouvoir par un coup d'Etat, a récemment déclaré lors des célébrations de la Journée internationale de la jeunesse que "les libertés individuelles ne priment pas sur celles de la Nation". Cette déclaration, bien que populaire parmi certains segments de la population, reflète une approche autoritaire qui justifie la répression sous le couvert de l'unité nationale.

Le soutien de cette rhétorique par une partie de la jeunesse burkinabè illustre une tendance inquiétante où la répression est normalisée et acceptée comme un mal nécessaire pour la stabilité. Cette situation crée un fossé grandissant entre ceux qui, comme Tiken Jah Fakoly, plaident pour plus de liberté et le respect des droits de l'Homme, et ceux qui voient dans les régimes en place une garantie contre le chaos.

Les réseaux sociaux sont devenus le principal champ de bataille de cette confrontation, où les partisans des régimes actuels et ceux qui ne partagent pas cette vision s'affrontent dans une lutte idéologique. Les discussions en ligne révèlent non seulement la divergence des opinions au sein des sociétés africaines, mais aussi la fragilité des démocraties et du respect





des libertés. Les régimes militaires au Sahel, notamment au Mali, au Burkina Faso et au Niger, affichent un soutien populaire apparent. Cependant, ce soutien masque une intolérance croissante envers les voix dissidentes.

Le cri de cœur pour la démocratie à travers le reggae

Ce morceau de reggae, ancré dans la tradition protestataire du genre, s'attaque frontalement à la gestion de plusieurs régimes africains. Amen Jah Cissé, à travers des paroles fortes telles que "Laissez le peuple choisir ses propres dirigeants", met l'accent sur l'importance de la participation citoyenne dans le processus de gouvernance.

Cette thématique est cruciale dans un contexte où le pouvoir est souvent confisqué par une élite restreinte. La chanson ne se limite pas à la dénonciation des régimes en place ; elle cherche également à mobiliser la jeunesse africaine. Les artistes rappellent que la liberté d'expression est un droit fondamental

qui doit être protégée. Dans un contexte où critiquer le pouvoir peut mener à des représailles sévères, leur message prend une dimension particulièrement urgente.

Fakoly, en réaffirmant son engagement en faveur de la démocratie et des droits humains en Afrique de l'Ouest, utilise la musique pour éveiller les consciences et inciter les jeunes à s'engager activement pour la défense de leurs droits comme il le fait depuis près de trois décennies.

Le reggae, genre musical né de la résistance en Jamaïque, s'est toujours prêté à la dénonciation des injustices et à l'appel à la liberté. Tiken Jah Fakoly, fidèle à cette tradition, utilise le reggae non seulement comme un moyen d'expression artistique, mais aussi comme un puissant outil de protestation. Le cri de cœur de Fakoly pour la démocratie résonne particulièrement fort dans le contexte actuel, où de nombreux pays africains sont confrontés à des crises politiques et sécuritaires.

Cependant, ce message de liberté ne fait pas l'unanimité. Cette polarisation met en lumière la divergence des opinions publiques, où l'intolérance envers les voix dissidentes est en hausse. Les gouvernements mais aussi une partie de la population semblent réticents à accueillir des critiques envers le pouvoir. Le cri de cœur de Fakoly et de Amen Jah Cissé pour la démocratie résonne particulièrement fort dans le contexte actuel, où de nombreux pays africains sont confrontés à des crises politiques et sécuritaires.

Le reggae, avec ses rythmes devient le vecteur d'un message urgent : la nécessité de protéger les acquis démocratiques durement obtenus. En dénonçant certaines dérives, Fakoly rappelle l'importance de la liberté d'expression comme pilier de toute démocratie viable.

Bah Traoré
Analyste politique et sécuritaire au Sahel
Source: Mali Tribune

Conventions : Ce qui était convenu

La première Convention est celle du 20 février 1969 relue en septembre 2008, qui détermine les rapports entre la Conférence épiscopale et le personnel enseignant dans les écoles privées catholiques du Mali. La deuxième Convention est celle du 8 août 1972 qui régleme les rapports entre l'Eglise et l'Etat en matière d'éducation.



Le 8 août 1972, l'Etat du Mali a signé une convention avec la Conférence épiscopale du Mali pour baliser les contours de la gestion des écoles privées catholiques. La convention de 1972 a été signée par le ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports, Yaya Bakayoko, et le président de la Conférence épiscopale du Mali, Monseigneur Luc Sangaré, alors archevêque de Bamako.

La convention qui comprend 5 titres et 32 articles, exclut de son champ les jardins d'enfants, les écoles de catéchisme et les établissements destinés à la formation des ministres du culte.

“Par cette convention, l'enseignement privé catholique, service d'intérêt général, tout en conservant son organisation spécifique, place ses ordres d'enseignement sous l'autorité du ministre de l'Éducation nationale. Les charges de l'enseignement privé catholique sont partagées entre le gouvernement de la République du Mali et les autorités de l'enseignement privé catholique. L'enseignement privé catholique est respectueux de la liberté de conscience. Il accueille dans ses établissements tous, sans distinction aucune et veille à imprégner la jeunesse qui lui est

confiée d'un esprit de compréhension mutuelle, de fraternité universelle dans le sentiment d'une commune appartenance à une même patrie”, précise la convention.

Les articles 13 et suivants ajoutent que les établissements privés catholiques sont soumis au contrôle permanent du gouvernement, sur le plan pédagogique, administratif, sanitaire et financier. L'enseignement privé catholique n'est pas autorisé à délivrer des diplômes. Ses élèves sont soumis aux mêmes examens que ceux de l'enseignement public, c'est-à-dire aux examens officiels. Les maîtres de l'enseignement privé catholique doivent subir les mêmes examens professionnels que leurs collègues

de l'enseignement public, participent comme leurs collègues de l'enseignement public, aux travaux des commissions d'examens.

Le titre IV, en son article 20 précise que “l'enseignement privé catholique reçoit régulièrement une aide financière et, dans la mesure du possible, en personne, une contribution du gouvernement pour son fonctionnement. Dans un esprit d'aide à l'enseignement privé catholique, le ministère de l'Éducation nationale peut affecter du personnel dans des établissements de l'enseignement privé catholique, après avis du directeur dudit enseignement et sans préjudice du personnel qui sera recruté et payé par les soins de l'enseignement privé catholique”.

En plus, la convention affirme que les bourses octroyées par l'aide extérieure publique ou privée à l'enseignement privé catholique sont mises à la disposition de la Commission nationale des bourses et d'orientation, comme un apport à la Contribution nationale pour la prise en charge des études de l'ensemble des élèves maliens, sans discrimination.

“L'aide du gouvernement accordée pour le fonctionnement sera consacrée exclusivement à assurer aux maîtres de l'enseignement privé catholique, à diplôme ou qualification professionnelle et ancienneté égales, un traitement équivalent à celui de leurs homologues de l'enseignement public. Cette aide sera égale au moins à 80 % du traitement des maîtres enseignant dans des classes dont la majorité des élèves présentent une scolarité normale conformément aux dispositions en vigueur”.

Alexis Kalambry
Source: Mali Tribune



COMMUNIQUÉ INPS

Le Directeur Général de l'INPS porte à la connaissance des retraités que la dématérialisation des paiements des pensions sera effective à partir du 31 juillet 2024. A cet effet, il invite tous les bénéficiaires de droit à pension de fournir :

- Un numéro de compte bancaire pour ceux qui veulent être payés par virement bancaire ;
- Un numéro de téléphone pour ceux qui veulent être payés par mobile money.

NB : Ceux qui sont déjà payés par virement ou par mobile money ne sont pas concernés.

La Direction Générale sait compter sur votre bonne compréhension.

À RENSEIGNER PAR LES PENSIONNÉS

1 NOM ET PRENOM

2 N° DE PENSION

3 JOINDRE LE RELEVÉ D'IDENTITÉ BANCAIRE ou
LA FICHE D'IDENTIFICATION DE MOBILE MONEY

Veillez déposer ce fichier dans les Agences Principales,
dans les Directions Régionales ou les Agences Secondaires.

Bamako, le 07 Juin 2024

OUSMANE KARIM COULIBALY
Le Directeur Général
Chevalier de l'Ordre National

Souadou Diabaté, sœur aînée du défunt, a Dr Choguel Kokalla Maïga : « Vous nous avez montré que Toumani n'appartient pas à nous seuls »



Une délégation des membres de la famille de feu Toumani Diabaté, conduite par la sœur aînée du défunt, Souadou Diabaté, a été reçue par le Premier ministre, Dr Choguel Kokalla Maïga, ce lundi 12 août 2024 à la Primature, en présence du Secrétaire général du ministère de la Culture, Hamane Demba Cissé.

L'objectif était de venir remercier le Chef du Gouvernement pour avoir accompagné la famille pendant toutes les funérailles : la présentation de ses condoléances le jeudi 25 juillet 2024 à la famille à Ntomikorobougou et sa participation, le vendredi 26 juillet 2024, au Centre international de conférences de Bamako (CICB), à la cérémonie commémorative du 7e jour du décès de Toumani Diabaté.

Après avoir vivement remercié Dr Choguel Kokalla Maïga, Souadou Diabaté a déclaré à son endroit : « Vous nous avez montré que Toumani n'appartient pas à nous seuls. L'accompagne-

ment que vous nous avez apporté, si vous ne l'aviez pas fait, cela m'aurait étonnée ».

Quant à la fille benjamine du défunt, Djélika Diabaté, elle a déclaré que l'accompagnement du Premier ministre a touché la famille et a donné un cachet spécial aux funérailles. « Nous venons nous confier à vous. La plus grande fierté de mon père était de diffuser la culture malienne, la culture africaine à travers le monde grâce à la kora ».

Enfin, Sidiki Diabaté, fils aîné du défunt, a remercié le Président de la Transition, le Colonel Assimi Goïta, de même que le Premier ministre et tous les membres du Gouvernement. Il a révélé que l'héritage légué par son père se résume à la kora, au Coran et à sa grande générosité, lui qui achetait des moutons pour la Tabaski, des habits de fête et des koras pour les distribuer respectivement aux nécessiteux, aux orphelins et aux jeunes artistes.

En répondant à ses invités, le Premier ministre a déclaré : « Dans notre pays, on ne valorise pas beaucoup ceux qui travaillent. Grâce à ce que vous faites pour le Mali, à votre contribution à la culture, vous êtes les vrais ambassadeurs du Mali. Vous faites partie du groupe sur lequel repose le Mali. Quand vous parlez, ce sont des milliers de balles qui peuvent sortir en même temps de votre bouche. L'essentiel, c'est de bien travailler et d'aimer son pays. C'est très bien d'être revenus me remercier et de tracer de belles perspectives ».

Né le 10 août 1965 et décédé le 19 juillet 2024 à Bamako, Toumani Diabaté était un musicien malien considéré comme l'un des plus grands joueurs de kora au monde. Une renommée universelle qu'il a acquise grâce à sa très riche discographie.

PRIMATURE DU MALI

Armements : La Russie et son Nouveau Système d'Armes Nucléaires Sous-Marines



La Russie a récemment annoncé le développement d'un nouveau système d'armes nucléaires sous-marines révolutionnaire, qui sera stocké dans des conteneurs placés au fond des océans. Cette nouvelle technologie vise à offrir à la Russie un avantage stratégique majeur en lui permettant de lancer des frappes nucléaires depuis des positions secrètes et indétectables.

Cette décision fait suite à une préoccupation croissante concernant les menaces perçues de l'OTAN et d'autres alliances militaires occidentales. En cas de conflit, ce système permettrait à la Russie de maintenir une capacité de frappe nucléaire même si ses forces terrestres étaient compromises.

Les conteneurs seront équipés de systèmes autonomes capables de détecter et de contrer les menaces potentielles, rendant ainsi leur neutralisation plus difficile pour tout adversaire. Cette capacité accrue d'imprévisibilité complique la planification de défense de ses opposants.

Le président russe Vladimir Poutine a profité de la Journée de la Marine pour mettre en lumière cette nouvelle technologie et envoyer des avertissements clairs à l'Occident, en par-

ticulier en réponse au projet de déploiement de missiles américains à longue portée en Allemagne. Cette déclaration a suscité des interrogations et des préoccupations parmi les services de renseignement du monde entier.

Cette évolution dans la stratégie nucléaire russe souligne l'importance accordée à la furtivité et à la surprise dans un contexte de tensions internationales croissantes. Il est essentiel de suivre de près les développements futurs et les réactions des autres acteurs internationaux face à cette avancée technologique majeure.

Les Déclarations de Poutine et les Mesures Militaro-Technologiques de la Russie

Il semble que vous ayez exprimé des préoccupations concernant les récentes déclarations de Poutine concernant les éventuelles mesures militaro-technologiques de la Russie en réponse à ce qu'il perçoit comme une agression de la part de l'Occident. En particulier, vous vous interrogez sur la signification de l'augmentation des capacités des forces côtières de la marine russe et sur la possible levée du moratoire sur le déploiement d'armes nucléaires de frappe à moyenne et courte portée.

Il est vrai que les déclarations de Poutine laissent place à des interprétations diverses et que cela peut susciter des inquiétudes quant à une éventuelle escalade des tensions militaires. Lorsqu'il fait référence à l'augmentation des capacités des forces côtières de la marine russe, il pourrait s'agir du développement de nouveaux systèmes d'armes destinés à renforcer la dissuasion de la Russie face à ses adversaires.

Concernant la possibilité d'une levée du moratoire sur le déploiement d'armes nucléaires de moyenne et courte portée, cela soulève effectivement des préoccupations quant à une nouvelle course aux armements. Si la Russie devait déployer de tels systèmes, cela pourrait avoir des implications sérieuses en termes de sécurité et de stabilité régionale. Il est crucial de se remémorer l'époque de la guerre froide et les tensions qui prévalaient à cette période, notamment en ce qui concerne le déploiement des missiles Pershing-2 américains en Europe et la riposte de l'Union soviétique avec les missiles RSD-10 Pioneer. Cette période a été caractérisée par une rivalité militaire intense et une crainte constante d'un conflit armé majeur.

Les acteurs internationaux doivent agir avec prudence et faire preuve de dialogue pour éviter une escalade des tensions et préserver la paix et la sécurité mondiales. Il est essentiel de rechercher des solutions diplomatiques et de promouvoir la coopération internationale afin de prévenir toute escalade militaire dangereuse. La situation que vous décrivez est complexe et relève de la politique internationale et de la stratégie militaire. Les tensions passées entre la Russie et les États-Unis concernant le déploiement de missiles et l'équilibre des forces nucléaires semblent avoir été un enjeu crucial.

Le Traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire (INF) de 1987 a marqué un tournant dans la réduction des armes nucléaires entre les deux puissances. Cependant, les inquiétudes actuelles concernant de nouveaux déploiements de missiles et de systèmes d'armes stratégiques soulèvent des interrogations sur la réaction potentielle de la Russie.

Arouna Sidibé

Renforcement de la coopération entre l'Algérie et le Niger : Une étape clé pour l'avenir de la région



L'Algérie et le Niger ont récemment réaffirmé leur engagement à renforcer leur coopération dans divers domaines, marquant ainsi une nouvelle étape dans les relations entre les deux pays. Cette déclaration a été faite à l'occasion de la visite à Alger du Premier ministre nigérien, Ali Mahamane Lamine Zeine, accompagné d'une délégation ministérielle de haut niveau.

La visite de M. Zeine a été marquée par des rencontres importantes, dont une audience avec le président algérien Abdelmadjid Tebboune. Lors de cette réunion, le Premier ministre nigérien a remis une lettre du président du Conseil militaire du Niger, Abdourahmane Tiani, témoignant ainsi de la solidité des liens entre les deux pays.

Les discussions entre M. Zeine et son homologue algérien, Nadir Larbaoui, ont également permis de souligner l'intérêt mutuel à renforcer la coopération bilatérale. Le Premier ministre algérien a mis en avant l'importance accordée par le président Tebboune au développement des relations avec le Niger, saluant les liens historiques et fraternels qui unissent les deux pays.

De son côté, M. Zeine a souligné l'importance de sa visite en Algérie et a exprimé sa gratitude pour le soutien continu de l'Algérie au Niger, notamment dans les moments difficiles. Il a également mis en avant l'attachement de son pays à renforcer le partenariat avec l'Algérie pour relever les défis communs et promouvoir la stabilité et le développement dans la région.

Cette rencontre a permis d'évoquer les mécanismes de coopération existants et de discuter des moyens de les renforcer, notamment à travers des échanges de haut niveau et la mise en œuvre de projets de développement communs. Les deux parties ont exprimé leur volonté de consolider cette coopération au service du développement et de la stabilité de la région.

La visite du Premier ministre nigérien en Algérie a permis de réaffirmer l'engagement des deux pays à renforcer leur coopération dans un esprit de fraternité, d'amitié et de bon voisinage. Cette rencontre marque ainsi un pas important vers un partenariat renforcé, au service des intérêts communs et de l'avenir de la région.

La promotion de la paix et de la sécurité dans une sous-région est un enjeu crucial pour le développement et la stabilité de cette zone géographique. L'accent mis sur les projets structurels communs et la coopération internationale est essentiel pour renforcer les liens entre les pays et favoriser un environnement sécurisé et pacifique.

Dans le cadre de l'Agence algérienne de coopération internationale pour la solidarité et le développement, les projets prévus et mis en œuvre sous les hautes instructions du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, visent à renforcer la coopération entre les pays de la sous-région.

La réunion entre le Ministre de la Défense du Niger et le Chef d'État-Major de l'Armée Algérienne met en lumière l'importance de la coordination sécuritaire et de la coopération militaire bilatérale pour relever ensemble les défis communs en matière de sécurité.

Cette collaboration repose sur des échanges ouverts et constructifs visant à contribuer de manière efficace à la promotion de la paix et de la sécurité dans la sous-région. Le refus de toute ingérence étrangère et la conviction que les problèmes internes du continent africain doivent être résolus localement, en utilisant les ressources et les compétences des pays de la région, soulignent l'importance de l'appropriation locale des solutions pour assurer une paix durable.

La reprise des activités pétrolières de Sonatrach au Niger à la suite des réunions avec la société nigérienne de pétrole illustre également un rapprochement économique et commercial entre Alger et Niamey, contribuant ainsi au renforcement des liens bilatéraux et au développement économique de la région.

Arouna Sidibé

JO PARIS 2024 : Un médecin du sport s'exprime

Les États-Unis ont tenu une audience au Congrès sur la question du dopage à la veille de l'ouverture des JO de Paris, qui avait pour principale cible les athlètes chinois. Et pendant les JO de Paris, des voix ont continué à s'élever de l'autre côté de l'Atlantique pour discréditer les athlètes chinois. Dans une interview accordée à CGTN, Jean-Pierre de Mondenard, médecin du sport français et expert indépendant des questions de dopage, a partagé sa réflexion sur la lutte mondiale antidopage et son observation sur les États-Unis à ce sujet.

Source : cgtn.com



JO PARIS 2024 : Les athlètes chinois déplorent des tests anti-dopage excessifs

Durant les JO de Paris 2024, la performance exceptionnelle de l'équipe chinoise de natation a suscité une grande fierté chez la population chinoise mais une méfiance chez certains Occidentaux doutant de sa crédibilité. Plusieurs athlètes chinois se



sont ouvertement plaints d'avoir à subir des tests antidopage excessifs. Pour essayer de comprendre la situation, notre journaliste s'est entretenu avec plusieurs spécialistes à Paris, dont le directeur de recherche à l'IRIS, res-

ponsable du programme Sport et Géopolitique, Monsieur Lukas Aubin.

Source : cgtn.com



Bélier (21 mars - 19 avril)

Professionnellement rien ne se passe comme vous le souhaitez. Entre un directeur ronchon, des collègues de bureau exaspérés et votre manque de motivation, il est difficile de se mettre au travail. Impatiemment, vous attendez votre heure de pause.

Vous avez quelques difficultés à boucler votre budget, une dépense par-ci, une dépense par-là, vous avez l'impression de ne jamais vous en sortir. Pourtant, cher Bélier, votre vigilance commence à payer. Prochainement vous en bénéficierez.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Essayez de calmer vos ardeurs, de refréner vos réactions si vous pouvez, et les rapports entre collègues redeviendront ce qu'ils ont toujours été, c'est-à-dire apaisés et cordiaux ! Entre Uranus et le Soleil, vous avez du mal à garder le contrôle.

Avec Jupiter, vous voyez les choses de façon démesurée. Vous pourriez avoir la folie des grandeurs, et l'envie de déménager fait son chemin. Une belle maison à la campagne, pouvant accueillir toute votre famille, voilà qui serait formidable !



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Grâce à Mercure, vous aurez plus d'un tour dans votre sac. Fine mouche, vous utiliserez les éventuelles dissensions sur votre lieu de travail pour creuser votre sillon avec habileté. On vous demandera conseil, car vous garderez la tête froide.

Sur le plan financier, les tentations seront grandes. Et comme Vénus aura tendance à lever toutes vos inhibitions, vous aurez envie de faire des folies, quitte à le regretter par la suite. Par conséquent, efforcez-vous de mieux maîtriser votre carte bleue.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Pour parvenir à régler un problème, vous pouvez faire appel à vos plus proches collaborateurs, en effet, la situation vous semble suffisamment complexe pour pouvoir la résoudre en solo. Vous recevez un appui de qualité. Vos talents sont reconnus.

C'est grâce aux actions de Jupiter et à votre grande force de persuasion que vous pourrez obtenir un plus gros salaire. On peut dire que la situation actuelle arrange bien vos affaires financières. Ce serait ridicule de passer à côté.



Lion (22 juillet - 23 août)

En recherche d'emploi, il y a une issue favorable, cher Lion. Votre CV est retenu, vous pouvez vous réjouir d'avance, votre profil intéresse une entreprise de grande envergure. Présentez-vous à l'entretien et montrez-vous très confiant. La façon de placer votre argent dépend de ce que vous souhaitez en tirer. Prenez rapidement conseil auprès de votre conseiller de banque, cela vous permettra d'obtenir les bonnes informations et d'avoir les réponses à vos questions.



Vierge (23 août - 23 septembre)

L'ambiance au bureau est gâchée par des tensions, du fait de votre irritabilité du jour. La communication s'avère compliquée, et, malgré une belle créativité, votre travail risque d'en pâtir. Tournez le dos aux médisances et n'écoutez pas les ragots !

Votre nature généreuse est mise en avant pendant cette journée, et vous avez envie de gâter vos proches. Mais en bon économiste, vous parvenez tout de même à limiter votre budget, et vous gérez parfaitement. Aucun débordement inutile, bravo.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Vous aurez du pain sur la planche, mais vous serez suffisamment stimulé pour mener vos tâches avec succès. Vous serez remarqué favorablement par votre hiérarchie. Si vous recherchez un emploi, patience, car la chance va enfin tourner de votre côté.

En priorité, vous mènerez certaines affaires financières tambour battant, mais vous risquerez d'en délaissier d'autres qui mériteraient particulièrement votre attention. Certaines personnes pourraient tenter d'en profiter pour vous doubler : soyez alerte.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Vous n'avez pas le temps de vous attarder sur les problèmes de vos collègues de travail, vous avez suffisamment à faire. Si vous désirez monter votre propre activité, pour doubler vos chances de réussite, votre projet doit être maîtrisé à la perfection.

Budgétairement, tout va très bien ! Pluton (spécialiste financier) vous permet de finaliser une affaire, vous pourriez également signer un contrat très rentable. Vous profitez d'excellentes influences, autant vous faire plaisir si vous le souhaitez.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Vous manquez d'organisation. Un travail désorganisé et vous voilà à vous tirer les cheveux. Des petites complications pourraient vous apporter du stress. Votre impatience vous joue des tours. Prenez votre mal en patience avant de monter au créneau.

Vos finances crient à la prudence, aujourd'hui, rien ne va comme vous le souhaitez de ce côté-là. Un point précis sur la situation est obligatoire. Faites-vous aider de votre banquier, ensemble vous devriez trouver des solutions de facilité.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Votre organisation légendaire est bien réelle, et vous savez ce que vous faites. Le sérieux dont vous faites preuve au travail n'a d'égal que votre détermination, mais chassez cet air vaniteux qui peut arriver, et compromettre les bonnes relations.

Vous faites tout votre possible pour parvenir à équilibrer votre budget, et vous y parvenez. Économies ou épargne, restriction, tout est fait intelligemment afin que vous ne manquiez de rien, et cela malgré votre générosité bien réelle. Vous êtes champion !



Verseau (20 janvier - 19 février)

Mercure dynamisera vos échanges avec vos collègues pour travailler efficacement. Si vous visez un emploi, vous serez acharné dans vos recherches. Vous n'attendrez pas forcément que l'on vous propose quelque chose. Vous prendrez des initiatives.

Il pourrait être question d'un prêt, d'un financement, mais vous devrez remplir plusieurs dossiers et attendre le feu vert de la banque. Un arrangement administratif pourrait vous être octroyé dans d'excellentes conditions et avantageuses pour vous.



Poisson (19 février - 21 mars)

Cher natif, sortir de votre zone de confort ne peut que vous faire du bien. Ce n'est pas sûr que jouer la carte de la sécurité vous amuse bien longtemps. Aujourd'hui, vous avez un choix à faire. Votre situation mérite grande réflexion.

De l'insouciance ou de la négligence, vous n'êtes pas suffisamment focalisé sur vos finances. C'est sûr, vous n'avez pas envie de vous encombrer l'esprit, mais votre situation financière actuelle demande un peu plus de sérieux et de vigilance.

L'information est l'oxygène des temps modernes



Malikilé

QUOTIDIEN D'INFORMATION GÉNÉRALES, D'ACTUALITÉS ET DE PUBLICITÉS

1592 Malikilé



1593 Malikilé



1594 Malikilé



1595 Malikilé



1596 Malikilé



1597 Malikilé



1598 Malikilé



1599 Malikilé



Pour tous renseignements, abonnements, reportages, publicités, annonces ...
n'hésitez pas, contactez nous au :

70 44 22 23